

L'escale Fond du Petit marais a rendu visibles les invisibles en créant un espace ouvert où les œuvres des publics populaires ont été exposées et présentées par eux. Ils ne se sont pas sentis déposés de leur œuvre comme cela arrive souvent quand les animateurs ou les artistes le font à leur place. En effet, il est important de présenter soi-même ce qu'on a produit avec ses propres mots. Cette présentation personnelle est très valorisante pour le créateur.

Grâce à l'accompagnement des artistes, les groupes ont pu produire des œuvres de qualité dont ils sont fiers et dont certaines ont été utilisées comme outils pédagogiques. Du statut de consommateurs de biens culturels, ils sont devenus producteurs d'art et de savoirs appréciés non seulement par des pairs mais aussi par d'autres publics. Certaines productions, notamment le livre «Voies des femmes» réalisé par le groupe de femmes «Cap vers l'alpha de Dour» et celui sur des recettes culinaires avec des produits laitiers écrit par les femmes du groupe de Jemappes, ont été diffusées aussi bien en Belgique que dans les pays d'origine des auteures.

Dans le processus de production des œuvres, aucune hiérarchisation n'a été établie entre les membres des groupes, les formateurs et les artistes. Ainsi, tous étaient sur le même pied d'égalité et leurs idées ont servi de base aux œuvres artistiques et aux autres productions culturelles exposées sur le site du Fond du petit marais.

Les savoirs des membres des groupes accompagnés par le CIEP ont été valorisés. Cette mutualisation des savoirs et des compétences des participants est un élément important du processus. Par exemple, le groupe de femmes a pris en charge, lui-même, la traduction et la transcription en arabe du livre «Voies des femmes». Pour le livre de recettes écrit par le groupe de Jemappes, chaque femme a proposé une recette de son pays et/ou de sa région.

Bon nombre d'œuvres présentées dans le cadre de cet événement culturel ont aussi permis de déconstruire les discours orientés sur l'immigration et sur les publics populaires. A travers ces œuvres, l'humanisme, la créativité, la solidarité sont mis en valeur.

En outre, les groupes ont développé des attitudes de résistance aux différents types de domination et d'hiérarchisation sociale. Par exemple, dans un groupe où l'artiste avait déjà ses propres idées sur le projet à réaliser, les apprenants ont préféré travailler sans artiste et pro-

duire une œuvre qui soit réellement l'expression de leur vécu et de leur vision du monde. L'absence de l'artiste a permis une meilleure valorisation des savoirs et des talents artistiques des membres du groupe. Un autre groupe travaillait depuis un certain temps sur l'alimentation et souhaitait faire un livre de recettes dans l'optique de la consommation durable. L'artiste choisi leur a proposé de faire plutôt de la peinture car il trouvait qu'un livre de recettes culinaires n'était pas de l'art. Le groupe a refusé et il a produit, lui-même, le livre.

Les évaluations faites montrent la fierté ressentie par les apprenants face à leurs réalisations d'autant plus qu'au départ, ils ne s'en croyaient pas capables. Certaines participantes ont changé le regard qu'elles portent sur elles, comme celui de leur mari et de leurs enfants. Elles se sentent importantes; elles sont devenues «Quelqu'un». D'autres apprenants sont heureux parce qu'ils se sont rendu compte qu'ils avaient le potentiel de se changer eux-mêmes et de contribuer à changer leur monde. ■

1. Sarah BOKIAU, «Pop UP Virus culturel, une place pour le populaire dans Mons Capitale européenne de la Culture 2015», dans *L'Esperluette*, n° 77, juillet-septembre 2013, pp. 19-20.
2. Sabine TANGI, «Pop UP Escale Fond du Petit marais», dans *L'Esperluette*, n°83, janvier-mars 2015, pp. 20-21.

## Célébrer la protection sociale avec entrain!

18

PAR ELISE DEPAUW ET MAXIME DOGOT, PERMANENTS CIEP WALLONIE PICARDE

**S**i le train a permis la conquête du Far West américain, peut-être permettra-t-il également la reconquête de notre protection sociale. C'était un peu l'idée de l'action menée par Solidarité Mondiale du MOC Wallonie picarde et ses organisations constitutives, le vendredi 14 octobre dernier. Un train a sillonné le centre-ville de Tournai, halte après halte dans les lieux symboliques d'une protection sociale attaquée de toutes parts depuis plusieurs législatures maintenant. Une façon pour les militants de lui crier leur attachement: protection sociale, ne me quitte pas!

### APPROCHE HISTORIQUE

La protection sociale ne date pas d'hier. Elle est le fruit de 150 ans de lutte du mouvement ouvrier qui fut retracé tout au long de notre périple par Renée Dresse, historienne au Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Ouvrière et Populaire (CARHOP). Suite à l'amplification de la Révolution industrielle, le mouvement ouvrier s'organise et revendique des améliorations des conditions de travail par la négociation, la manifestation et la grève: réduction du temps de travail, jour(s) de repos hebdomadaire, interdiction du travail des enfants, salaire minimum, contrat de travail, assurances sociales, liberté d'association... Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, d'importantes réformes permettent de consolider les acquis sociaux du mouvement ouvrier et de développer des mécanismes de solidarité publics garantissant protection en cas de

chômage, pension ou maladie... Bref, les bases de la sécurité sociale telle que nous la connaissons aujourd'hui, étaient jetées. C'est l'avènement d'un droit à un minimum de revenus d'existence.

### UNE PROTECTION SOCIALE À CHAQUE ÉTAPE DE LA VIE: TÉMOIGNAGES DES MILITANTS

Au gré des difficultés de la vie, des galères quotidiennes, chacun-e de nous peut être amené à faire une halte, comme nous l'avons fait avec le petit train, au Forem, au CPAS, à la Mutualité chrétienne, à la CSC... des organismes qui contribuent, d'une manière ou d'une autre, à notre système de protection sociale. Mais, aujourd'hui, cette protection sociale est mise à mal: saut d'index, recul de l'âge de la pension, coupes claires dans les soins de santé, limitation dans le temps des allocations de chômage,... A chacune de nos haltes, les militants ont exprimé, de façon originale et créative, les difficultés qu'engendrent ces mesures anti-sociales: rap, témoignages, chants, saynètes... Au Forem, Jacques, un militant Jeunes-CSC, a déclamé un rap poétique retraçant



le parcours chaotique d'un demandeur d'emploi dans un marché du travail saturé: «demandeur d'emploi inscrit au Forem, quel est ton domaine?... Il n'y a plus de travail ici, c'est du surmenage. Mon cœur y est mais pas mon âme. Nos rêves prennent 11 mois de congés par an. Mais qu'est-ce que l'Homme est prodigieusement résilient».

Aujourd'hui, 27.062 jeunes sont en stage d'insertion et devront se partager les 9.673 emplois disponibles avec les autres 284.976 demandeurs d'emploi que comptent la Région wallonne et Bruxelles, sans compter les milliers de personnes exclues chaque année du chômage. Ce n'est pas en gardant plus longtemps les gens au travail que l'on va créer des emplois. Aujourd'hui, le manque d'emplois disponibles contraint les jeunes à s'engager dans des petits boulots précaires: multiplication de stages non payés, de contrats en intérim, accumulation de CDD et de temps partiel. La richesse de notre pays ne cesse d'augmenter alors que les inégalités se creusent. En Belgique, nous avons, aujourd'hui, les ressources financières nécessaires pour diminuer le temps de travail sans perte de salaire avec créations d'emplois. C'est dans cette direction que les Jeunes CSC se battent.

Au CPAS, Brigitte et Jean-Marie, militants des Equipes Populaires, partagent avec les voyageurs un témoignage d'une mère vivant seule avec ses deux enfants, qui travaillait à temps partiel dans la grande distribution. Suite à son licenciement en 2015, elle est malheureusement exclue du droit au chômage après 18 mois. Elle bascule alors d'un système de solidarité organisée vers l'aide sociale. Plutôt que de s'attaquer aux vraies causes du chômage, le Gouvernement Michel a choisi la chasse aux chômeurs et l'exclusion sociale. En revisitant le célèbre refrain des Restos du Cœur, Brigitte et Jean-Marie chantent leur indignation: «Je te promets pas le grand soir mais juste des droits et de l'espoir. Une vie digne et du bonheur dans un monde, un monde meilleur».

Rita Leclercq, Présidente du CPAS de Tournai, ne les contredira pas: «les restrictions budgétaires entraînent un recul des acquis sociaux et cela a des répercussions sur le financement des CPAS». Or, le CPAS reste le dernier rempart contre la pauvreté quand une personne se voit exclue de la sécurité sociale. Aujourd'hui, toutes les attaques sur la sécurité sociale - diminution du montant des allocations familiales, suppression du remboursement de certains médicaments, recul de l'âge de la pension, flexibilité du temps de travail et contrats précaires,... - se répercutent directement sur les allocataires sociaux.

## PROTECTION SOCIALE POUR TOUS ET... PARTOUT!

L'arrêt suivant: la Mutualité chrétienne Hainaut picardie. Là aussi, les défis sont de taille. La MCHP soutient, depuis près de 20 ans, le développement de mutuelles de santé au Sud-Kivu où 90% de la population vit dans l'extrême pauvreté. Malgré cet immense obstacle, près de 100.000 Kivutiens ont fait le choix de cotiser entre 3 et 6 \$ par membre de la famille par an et bénéficient ainsi de soins de santé remboursés (80% pour les soins hospitaliers et 50% pour les soins ambulatoires). Ce système solidaire qui permet de partager les risques entre les mutualistes et favoriser ainsi l'accès pour tous à des soins de santé de qualité fut mis en scène par Adeline, Elodie, Camille et Olivier: «Mon papa a payé la mutuelle, les soins nous ont coûté 24 \$. Si mon papa n'avait pas payé la mutuelle, les soins nous auraient coûté 60 \$.» Pour la directrice Virginie De Clercq, «l'engagement de la MCHP est celui d'une protection sociale pour tous et partout». La protection sociale permet de lutter efficacement contre les inégalités et est un levier puissant de développement. Pourtant, à l'heure où elle se développe en RDCongo, elle est remise en cause chez nous. «Sur les 3 milliards d'euros à trouver pour l'ajustement budgétaire fédéral, 1/3 le sera dans les soins de santé, ce qui rejillera forcément sur la population au niveau de l'accessibilité financière à des soins de qualité». La santé a un prix. De plus en plus pour les malades, de moins en moins pour le Gouvernement. Le Gouvernement Michel nuit gravement à la santé!

## LA CONCERTATION SOCIALE: UN PRINCIPE ÉVIDENT!

Dernière étape à la CSC Hainaut Occidental, le porte-voix des travailleuse-s avec et sans emploi! Un syndicat est un acteur incontournable de la sécurité sociale, une force de proposition, de contre-pouvoir, de contestation quand cela est nécessaire. La sécurité sociale est alimentée à 75% par les cotisations des travailleurs et des employeurs. C'est pourquoi, comme l'ont rappelé les militants qui nous ont accueillis, le principe de concertation sociale est évident. Pourtant, aujourd'hui, elle est en

panne: plus question de négocier avec les travailleurs, le patronat est de plus en plus arrogant et trouve l'oreille attentive du Gouvernement. Notre seul recours est alors de descendre dans la rue pour faire entendre nos voix. «Do you hear the people sing?» ont chanté les voyageurs du jour!

## FIERS DE NOTRE PROTECTION SOCIALE!

De plus en plus de personnes doivent jouer les funambules pour ne pas basculer dans la précarité. Au moindre coup de vent du destin, c'est la chute. Pourvu que le filet soit bien en place. Et ce filet c'est la protection sociale comme nous l'a rappelé Isabelle Barez: «Sans sécurité sociale 43,3% de la population serait en dessous du seuil de pauvreté contre 14,9% après intervention de la sécurité sociale». Diminuer les dépenses n'est donc pas la solution. Justice sociale rime avec justice fiscale! C'est une question de choix politique. «La protection sociale est finançable» affirme Jacky Quintart, secrétaire fédéral du MOC-HO: «l'Organisation Internationale du Travail a estimé qu'au niveau international, 2% du PIB mondial suffirait pour que les plus pauvres de la planète aient accès à une protection sociale complète...». Investir dans le développement social, c'est investir dans des mesures solidaires qui empêchent les individus de sombrer dans la pauvreté en cas de maladie, vieillesse, chômage,... La protection sociale génère la prospérité! Ce sont les pays où la sécurité sociale est la plus développée qui enregistrent les performances économiques les meilleures. Le bien-être d'une population est sa véritable richesse. Le détricotage cynique de la protection sociale n'est pas une fatalité. Au quotidien, le mouvement se mobilise pour faire vivre ce système solidaire dont nous sommes si fiers, pour tordre le cou aux idées reçues et mettre en avant les alternatives.

Célébrons encore notre système de couverture sociale fort et solidaire! ■

